

Comment redonner espoir aux jeunes diplômés ?

Olivier Pascal-Moussellard

Florence Weber, sociologue et anthropologue, professeure des universités à l'Ecole normale supérieure.

[pages 22, 23 du dossier Télérama sur le grand débat](#)

« La France n'a pas seulement un chômage de masse : elle est l'un des pays où les jeunes entrent le plus tard sur le marché du travail et mettent le plus de temps à obtenir leur indépendance financière; quant aux seniors, ils sont éjectés de ce marché plus tôt qu'ailleurs. La population active est donc réduite aux deux bouts. Les données statistiques disponibles ne permettent pas, malheureusement, de bien mesurer la diversité des situations familiales vécues, et les politiques mises en oeuvre pour aider celles et ceux qui ont le plus besoin d'aide ont le plus grand mal à s'adapter à ces besoins. On s'est ainsi beaucoup focalisé sur les sans-diplôme, alors que le problème de la pauvreté touche aussi des diplômés dont les succès aux examens ne débouchent... sur rien. Contrairement à ce que l'on ne cesse de répéter, en France le choix des études longues n'est pas toujours la panacée pour trouver du travail - loin s'en faut. Il entraîne de très nombreux jeunes à accepter des premiers emplois peu qualifiés, à rester contre leur gré dans des emplois qui n'ont rien à voir avec les études qu'ils ont faites, ou bien à rejoindre les rangs des chômeurs de longue durée. Dès 2002, le livre de Stéphane Beaud *80 % au bac... et après ?* dénonçait le mirage des études longues. Il n'a pourtant eu aucun effet dans le débat public ! On continue à nous expliquer que plus on est diplômé mieux on s'en sort, ce qui est faux, et les pouvoirs publics répètent à l'envi qu'il faut améliorer la formation - mais quelle formation ?, l'ambiguïté est totale. L'Allemagne et la Suisse n'ont pas de surproduction de doctorants et proposent, elles, des diplômes techniques professionnels justement valorisés, qui conduisent à des emplois qualifiés de très haut niveau. Alors qu'en France on peut être chômeur de longue durée avec un doctorat en physique théorique.

Cette surproduction de diplômés dans certaines voies oblige beaucoup de jeunes à des reconversions parfois humiliantes. D'autres anticipent cette reconversion et fuient les diplômes inutiles. Mais qu'ils soient accrochés à un job qu'ils n'aiment pas ou qu'ils aient pris la tangente pour survivre, ces jeunes n'existent pas dans le débat public. Ils vivent un décalage terrible entre leur compréhension très affûtée des problèmes qui menacent l'humanité et ce qu'il leur est possible concrètement, et surtout professionnellement, de faire pour répondre à ces enjeux. Des personnes qui jusqu'à 30, 35 ou 40 ans ont des convictions fortes mais aucun moyen de les mettre en oeuvre, cela s'appelle une jeunesse sans avenir, menacée par un profond désespoir. Et, contrairement à ce que laissait entendre le président de la République, personne ne les attend, ces jeunes, de l'autre côté de la rue. Ils ne croient plus, d'ailleurs, dans les solutions politiques qui ne correspondent en rien à leurs aspirations.

Parmi eux, certains ont un filet de sécurité familial, d'autres patrimonial, culturel ou intellectuel, et d'autres... aucun. Mobiles, pour s'adapter aux exigences d'une économie « fluide », une partie d'entre eux forment un contingent de travailleurs saisonniers ou

précaires travaillant au gré des opportunités, vivant dans une voiture ou hébergés par un copain. Cette population, aujourd'hui, devient très difficile à observer et à repérer, donc d'autant plus difficile à aider que les politiques sociales sont pensées sur un mode territorial à l'attention de populations... immobiles.

Si l'on veut vraiment aider cette jeunesse à sortir de l'impasse, il faut absolument repenser son rapport au territoire. Il faudrait aussi comprendre l'extrême diversité des situations dans lesquelles elle peut se trouver. Certains ont des contraintes, dans leur existence quotidienne, qui ne correspondent pas aux schémas connus par les administrations : il faut les écouter, prendre en considération la complexité de ces situations parfois inhabituelles et surtout totalement inconnues de ceux qui conçoivent les politiques publiques. Arrêtons de croire qu'on peut se mettre à la place des gens et qu'on sait ce qu'il faudrait faire si on était à leur place ! Arrêtons aussi de soupçonner et de culpabiliser tout le monde. J'entends qu'on en revient à l'idée de supprimer les allocations familiales aux parents d'enfants violents. Mais qui peut croire que la démocratie sorte renforcée de cette culpabilisation permanente ? Quand ce n'est pas la faute des gamins, c'est la faute de leurs parents, quand ce n'est pas la faute des parents, c'est celle des profs... Quand cessera-t-on de se repasser le Mistigri en cherchant un coupable plutôt que de reconnaître que quelque chose n'a pas fonctionné, et est cause de profondes souffrances ? Depuis quarante ans, on connaît l'échec du chômage de masse et on accuse les pauvres de ne pas bouger assez. C'est d'autant plus insupportable que ces pauvres sont des survivants. Aller leur dire qu'ils ne se sont pas battus et qu'ils n'ont pas le sens de l'effort est criminel. Plutôt que d'exiger de chacun qu'il s'adapte à un système économique et social devenu opaque et complexe - y compris pour les pouvoirs publics, ou les sociologues comme nous -, il faut prendre le temps d'observer les expériences vécues par les plus démunis dans toute leur diversité et simplifier les politiques d'aides, devenues illisibles aussi bien pour les bénéficiaires que pour les pouvoirs publics ! » Propos recueillis par Olivier Pascal-Mousselard

A lire : *Où va la France populaire ?*, dirigé par Nicolas Duvoux et Cédric Lomba, éd. PUF, 106 p., 9,50 €.